



M. Jean-Paul Légaré alors qu'il animait une émission à la télévision de CJBR Rimouski.

## Entrevue avec M. Jean-Paul Légaré, ex-rédacteur en chef de l'Echo du Bas St-Laurent

**Q.-** M. Légaré, êtes-vous né à Rimouski et quelles études avez-vous faites pour devenir journaliste?

**R.-** Moi, je suis né à Rimouski. J'ai fait des études à l'extérieur comme tout le monde, dans les collèges à Lévis et à St-Hyacinthe en particulier. Je suis revenu à Rimouski en 1944. En arrivant à ce moment-là, je sentais le besoin de compléter des études dans un domaine où je n'étais pas allé. J'avais fait des études en pédagogie et je désirais faire un cours commercial ce que j'ai fait vers les années 42 à 44 ou quelque chose comme cela. C'était au Séminaire qui avait à ce moment-là sa section commerciale. Alors j'ai complété mon cours et puis, immédiatement après, je suis entré en journalisme en 1945, je pense.

**Q.-** Le journalisme comme vous dites, c'était du travail à ce moment-là?

**R.-** Ah! c'était du journalisme, oui. Quoique ce qui était amusant au commercial, on avait fondé un journal qui s'appelait "L'opinion des jeunes". C'était amusant parce que le cours classique avait pour sa part un journal étudiant "La vie écolière" et ne voyait pas d'un bon oeil que des gars considérés "très inférieurs" fasse la même chose qu'eux. Les gars du cours commercial, c'était négligeable. A l'époque ce cours était valable mais l'économie du Québec, tu sais, ce n'était pas ce qui était le plus recherché. De toute façon, on

avait fondé notre journal. Alors immédiatement après mes études il y eut à Rimouski le "Progrès" et "L'Echo". L'Echo appartenait à mon frère Gérard Légaré. A ce moment-là, je suis entré naturellement avec lui. Il m'a invité à faire du journalisme et j'ai commencé comme cela.

**Q.-** M. Légaré avait déjà quelques collaborateurs à ce moment-là?

**R.-** Il y avait seulement une femme, excellente journaliste d'ailleurs, qui s'appelait Mademoiselle Bouillon. Elle ne signait pas mais elle était une vraie journaliste d'actualité. Elle était extraordinaire, tu sais... Comment s'appelait-elle donc? ...Rosane, je pense... Bouillon. Rosane Boulanger!

**Q.-** Vit-elle encore cette Mademoiselle Boulanger?

**R.-** Ah! oui, elle est à Sainte-Foy. Elle était une excellente journaliste. Si elle entendait dire par exemple, qu'un train avait déraillé, une demi-heure après la nouvelle était faite par téléphone. C'était fantastique. Alors on était trois. Mon frère faisait le journal. J'ai commencé tranquillement comme cela.

**Q.-** Votre frère était en quelque sorte le directeur, le rédacteur en chef?

**R.-** Il était le propriétaire. C'était une compagnie mais il avait le contrôle, il était propriétaire à ce moment-là.

**Q.-** Mais il n'y avait pas de personne attirée à la rédaction?

**R.-** Ah! non, quand je suis arrivé, je pense qu'il était seul avec Mademoiselle Boulanger. Il faut dire à ce moment-là que "L'Echo" publiait si j'ai bonne mémoire huit ou douze pages. Parce que pendant la guerre, il y eut ration du papier et un journal comme "L'Echo", un hebdo, n'avait pas le droit de faire plus de huit pages. Immédiatement après la guerre, je me souviens lorsque je suis arrivé, on est monté à douze pages, seize pages. . . et un jour, à Noël, on a réussi à faire vingt-quatre pages. C'était un tour de force. On a dit au typographe: "Si tu réussis à faire vingt-quatre pages, on te donne un supplément." . . . C'était un tour de force. Aujourd'hui, évidemment, c'est soixante ou quatre-vingt pages. On était restreint à ce moment-là. Mon frère réussissait à faire facilement le journal seul durant la guerre. D'ailleurs c'était un excellent journaliste. Il avait le sens du journalisme. Il a fait la "Presse canadienne" auquel il a collaboré. Lui pourrait vous raconter des événements typiques. Moi, je n'en ai pas. Tu sais transmettre des photos par téléphone, par exemple, ou prendre une photo qui arrivait par avion. A ce moment-là, la poste canadienne arrivait par avion. Elle parvenait par bateau jusqu'à Pointe-au-Père et là un avion amenait le courrier jusqu'à Montréal. Il a fait des choses exceptionnelles à ce moment-là pour l'époque. En tout cas, il réussissait bien sûr à faire un journal de douze pages. Il avait une imprimerie avec cela. Il était propriétaire de l'Imprimerie générale. Alors quand je suis arrivé, la guerre finie, il n'y avait plus de ration de papier. Cela nous permettait de développer un peu le journal.

**Q.-** Comment se faisait le journal? Quelles étaient vos tâches à ce moment-là?

**R.-** Ah! on faisait de tout. Comme aujourd'hui je pense bien. Moi, j'ai vendu de la publicité pendant un an tout en faisant de l'information, du journalisme. On faisait de l'éditorial, on faisait tout.

**Q.-** Que voulait dire suivre un peu toute l'actualité?

**R.-** Ah! bien sûr. Cela voulait dire sept jours et sept soirs par semaine. Les jeunes ne comprennent pas cela aujourd'hui. Il y a encore des hebdo qui le font. Il faut aimer cela. Par exemple le lundi soir c'était le conseil municipal, il fallait être là. Il y avait beaucoup de congrès régionaux ou provinciaux. Le samedi et le dimanche il fallait y être. Alors même si on allait au conseil de ville le lundi soir on finissait le journal le lendemain ou le mercredi, il fallait faire vite; faire nos nouvelles rapidement, faire la mise en page. . . il fallait tout faire, tout couvrir l'actualité. Il fallait être partout.

**Q.-** Mais vous en quelle année avez-vous commencé exactement?

**R.-** Ah! Il faudrait que je revoie. . . Je pense que c'était en 1945. . . A l'été 45, immédiatement après le cours commercial.

**Q.-** Vous avez connu beaucoup de propriétaires tout au long de votre carrière?

**R.-** Non. . . bien. . . c'est-à-dire oui et non. Quand



Jean-Paul Légaré en compagnie du ministre des Richesses naturelles de l'époque, Daniel Johnson.

je suis arrivé, j'étais avec mon frère. Si je me souviens bien, c'était vers 1963 qu'il a fait de la politique. Il a été élu à la Chambre des Communes pour le comté de Rimouski. A ce moment-là, comme il était à Ottawa la plupart du temps, moi, j'ai continué le journal et une partie de l'imprimerie, un peu comme administrateur, pour faire l'essentiel. Alors je pense qu'il a été député (j'ai pas trop de mémoire là-dessus) peut-être trois ou quatre ans. Quand il est revenu il a travaillé un peu. Je pense que c'était. . . en quelle année. . . 66 que l'entreprise a été vendue à M. Brillant. Le journal. . . à Jacques ou à la famille Brillant. Le père et Jacques en tout cas. Alors je suis resté, comme je l'étais depuis quelques années, directeur en fait et presque seul. Je suis resté directeur du journal jusqu'en 69.

**Q.-** Vous dites que vous étiez un peu le directeur mais est-ce qu'il s'est ajouté du personnel, tranquillement?

**R.-** Occasionnellement. Pendant très, très longtemps on a fait le journal à deux. Il y avait seulement. . . On a engagé un journaliste qui faisait ce qui était très à la mode à ce moment-là, les courriers de paroisse. Chaque paroisse avait son courrier. Il y avait des choses légères et des choses intéressantes: des mariages, les baptêmes de paroisse, les "va et vient". . . C'était amusant dans le temps. . . M. Untel est allé à telle place. C'était réellement un album de famille à ce moment-là. Je ne me souviens pas vers quelle année on est devenu trois. Alors il est passé plusieurs journalistes. Damien Gagnon, Rivard qui étaient au "Soleil", Louis Pineau. . . Il en est passé plusieurs comme cela. On avait un jeune homme, un journaliste qui faisait des reportages et un journaliste au bureau. Mais on le faisait en fait.

**Q.-** Quelles étaient vos relations avec l'autre hebdomadaire de la ville?

**R.-** Jusqu'en 69 on était en concurrence directe, c'est bien sûr. C'était deux propriétaires différents. C'était une période intéressante. Je dirais qu'on était en concurrence mais on se complétait aussi. Lisette Morin qui a été au "Progrès" pendant longtemps était plus littéraire, plus intellectuelle. Elle s'intéressait davantage à l'Art de même que madame Gauthier. Au "Progrès" on donnait une importance plus générale et moi, par goût, surtout à partir de 56, l'année du Conseil économique, j'ai pris le goût à l'économie avec le Conseil d'orientation. Dans le journal, j'ai mis l'accent sur ce domaine. . . Je pense qu'on se complétait. . . On s'engueulait parfois, on avait des polémiques. Moi, je trouvais que c'était passionnant à ce moment-là. Je pense que Lisette Morin peut dire la même chose. Ce qui est amusant, même à partir de 66, quand M. Brillant a acheté, on est resté en concurrence et c'était un peu exceptionnel. On avait deux journaux qui avaient le même propriétaire. La comptabilité était même faite au bureau. Moi, je voulais qu'on reste en concurrence. Dans mon esprit, je me disais: "Cela va être plus intéressant pour le lecteur." Alors on restait en réelle concurrence, une concurrence très dure. C'était le même propriétaire, la même imprimerie, "Chez Blais". Je trouvais cela bien intéressant. Je me rappelle. . . on volait des nouvelles. Par exemple, quand ils ont sorti un dossier sur l'Université du Québec. On a réussi à l'avoir, nous, en même temps que la radio et la télévision. Je ne dirai pas comment, parce que je ne veux pas dévoiler des sources, même si cela fait longtemps. Lisette Morin, en particulier, n'y croyait pas à l'Université du Québec. Elle l'a écrit d'ailleurs vers 67-68. A son avis cela ne devait pas se produire avant dix ans, ce qui veut dire qu'elle n'aurait commencé à fonctionner que cette année. Moi j'y croyais. J'étais optimiste. Je faisais un journalisme, on pourrait en reparler, un journalisme engagé et tout en étant engagé dans les choses, je faisais de l'auto-critique. Je me disais qu'étant au coeur des problèmes, on pouvait mieux les connaître et se réserver de faire de la critique dans le journal, s'autocritiquer. . . On avait eu ce

document-là, on était heureux. On a sorti notre nouvelle avant le "Progrès". C'était la lutte pour l'information. Je pense que c'était mieux comme cela. Si les journaux s'étaient servis de la même information, ils auraient été semblables.

**Q.-** On aurait perdu de l'intérêt?

**R.-** Oui, on luttait à qui sortirait le premier pour arriver aux dépôts, chez les camelots. Une lutte pour les annonces, etc. C'était une concurrence réelle. Moi, j'aimais mieux cela.

**Q.-** Qui était Paul Le Breton?

**R.-** C'était moi, Paul Le Breton. Il y avait des gens qui demandaient pour le voir et il n'était jamais là. Non, moi j'avais l'impression à ce moment-là, qu'étant jeune je ne pouvais pas signer. Cela n'avait pas de valeur en fait. Parce qu'un jeune homme qui exprime des opinions sur n'importe quoi, même l'éditorial par exemple, (ah! on a dit: "Il n'a pas la compétence."), alors je me disais qu'il valait mieux signer par un pseudonyme. C'est ce qui est écrit qui prend de la valeur, le nom a peu d'importance à ce moment-là. J'ai signé encore sous un autre pseudonyme qui était Christian Desroches, pour tout ce qui concerne les arts, la critique artistique.

**Q.-** On parlait tout à l'heure du journalisme que vous avez pratiqué, pouvez-vous développer votre idée, peut-être que cela a orienté votre journal?

**R.-** Moi, je considérais qu'un journal, Lisette Morin, aussi, dans un milieu en particulier, le milieu du Bas St-Laurent, surtout à partir de 1956 alors qu'on a découvert qu'il était sous-développé, devait être la conscience d'une région et ne pouvait être uniquement un centre d'information. On devait s'engager dans les problèmes économiques, épouser ces problèmes-là et défendre la population, être son porte-parole. On pouvait avoir des témoignages. J'en ai eu personnellement, de gens de l'extérieur de la région du Bas St-Laurent, de toutes sortes de milieux. Ils nous disaient: "Vous êtes la conscience de votre région". Cela me paraissait important. Je ne porterai pas de jugement sur la situation actuelle mais j'ai l'impression que cela a diminué. Etant engagé en particulier dans le domaine des arts et des lettres jusqu'en 56, j'ai fondé les Compagnons des Arts et des Lettres en 46. On s'amusait, on était plus jeune. Mais à partir de 56, l'économie m'a beaucoup préoccupé. J'avais l'impression de servir la région. Evidemment durant toute la période du B.A.E.Q., les gens étaient plus sensibilisés. Il y avait une participation considérable. Peut-être qu'on en donnait trop même de l'information là-dessus. Il y avait un danger de lasser les gens à la longue. Cela ne plait pas à tout le monde dans un hebdo d'avoir trop d'informations économiques parce que les gens veulent de la variété. Moi, j'avais le sentiment qu'il fallait s'engager, épouser les problèmes d'une région sous-développée.

**Q -** Comme journaliste, vous avez peut-être perçu quel était le sentiment de la population en général face aux journalistes? Comment voyait-on les journalistes à cette époque-là? Est-ce que c'étaient des "fatiguants" ou des gens qui aidaient?

**R -** On n'était pas critiqué. On n'était pas destruc-

tif, on était constructif. Alors je pense que les gens sentaient qu'on travaillait avec eux, qu'on voulait bâtir la région ou la ville de Rimouski. De façon générale, je pense que les gens nous suivaient. On était un leader en tout cas. Evidemment comme je le disais, tantôt dans le milieu rural, on voulait une nouvelle plus légère mais c'était difficile de faire un compromis entre les deux.

**Q.-** Est-ce que vous notez une différence entre ce que souhaitait le milieu rural et ce que souhaitait le milieu urbain?

**R.-** A ce moment-là, je pense que oui. Je pense que le milieu rural était moins éveillé. Il voulait une information avec plus d'actualités, plus de sensationnel. Cela a évolué rapidement, surtout à partir de 1956, je pense.

**Q.-** Quelles étaient vos relations avec les propriétaires? Avec votre frère, cela allait, il n'y avait pas de problèmes, mais quand M. Brillant est arrivé?

**R.-** Cela a bien été. Il n'intervenait pas. Il y a des choses qu'on sentait. Moi j'avais l'impression que lui, étant propriétaire d'un réseau d'entreprises (qui étaient la télévision, l'électricité, le téléphone en particulier) je pense que cela aurait été malhabile, pour nous, de critiquer trop ouvertement celles-ci. Mais cela on le sentait. Par exemple si on avait fait une vive critique des conditions de salaire ou des conditions de travail à Québec-Téléphone, j'ai l'impression qu'il serait intervenu. Il aurait dit: "Eille! les petits gars, ménagez-vous là. C'est à moi ça, le journal et Québec-Téléphone." On avait peut-être peur d'avoir peur, par ailleurs. Tu sais on avait des limites instinctives. On se disait, pour moi en tout cas, les entreprises Brillant on n'y touche pas. On traitait de tout le reste et en particulier du développement économique. M. Brillant n'a pas été heureux du travail du Conseil économique et du travail du B.A.E.Q. Parce que j'ai réalisé moi que M. Brillant était un bâtisseur de Rimouski. Tu sais c'était son château fort. Il habitait là et voulait en faire une métropole. Il voulait en faire une ville prospère, sans que ce soit négatif. Ses entreprises régionales l'aidaient dans ce sens-là. Elles drainaient des capitaux et l'économie vers Rimouski et lui permettaient de grossir. On peut prendre un fait en particulier. Quand le Conseil économique, par compromis, par diplomatie, favorisait trois ports de mer: Rivière-du-Loup, Rimouski, Matane, M. Brillant n'a pas aimé cela. Bien sûr, pour lui cela n'était pas possible d'avoir un port puis un traversier exploitant ailleurs qu'à Rimouski. Alors il n'aimait pas le Conseil économique. Il lui a coupé les vivres (parce qu'il lui donnait une subvention). Quand est arrivé le B.A.E.Q., c'était pour une autre raison, il n'a pas été assez consulté. Je ne dis pas qu'il n'a pas été consulté mais à mon point de vue, cela a été une erreur de tactique de la part du B.A.E.Q. de ne pas tenir compte suffisamment de ceux qui font l'économie. Parce que ceux qui font l'économie ce sont eux qui investissent ces capitaux. Ce n'est pas le gouvernement. A mon avis, on pourrait en reparler, le plan était trop gouvernemental. Alors M. Brillant comme il n'était pas assez impliqué et était trop ignoré par le plan de développement. Il n'aimait pas beaucoup cela. Mais il n'est pas intervenu. On

avait beaucoup de liberté. Lisette Morin faisait le "Progrès" à son goût. . . Sauf pour une petite période dans le temps, je ne sais pas vers 58, 60, il n'aimait pas beaucoup le Conseil économique. On donnait une information objective mais il y a eu une influence à mon point de vue uniquement dans ce cas-là. Pour le reste, on faisait le journal à notre goût. C'était un journal d'information.

**Q.-** Quels sont vos meilleurs souvenirs comme rédacteur?

**R.-** Ah! c'est curieux ça. Cela ne me touche pas, même les plus mauvais, cela ne me touche pas non plus.

**Q.-** En ce qui a trait à la division du travail, il y avait comme une petite guerre entre le "Progrès" et "L'Echo" auprès des abonnés. Est-ce que vous pouvez nous en parler. Elle s'est manifestée à plusieurs reprises cette petite guerre-là?

**R.-** Ah. bien sûr, c'était important d'avoir le plus gros tirage afin d'avoir la publicité et les lecteurs. Pendant longtemps, le "Progrès" avait un plus fort tirage. Je m'étais promis de les battre. On y est presque parvenu dans les dernières années 67, 68, 69. C'est là que c'était amusant. On avait le même propriétaire et on était en concurrence très forte sur tous les plans: la publicité, le tirage. On se disait que si on a le tirage on va avoir les annonceurs. Par exemple, à un moment donné, on avait toute l'épicerie, c'est une information que la ménagère désire. Jusqu'à l'achat du journal par Brillant, au moment où Brillant a acheté "L'Echo", la lutte était inégale, parce qu'il avait à la fois la radio et la télévision et il s'en servait pour annoncer le "Progrès". Nous, on était très défavorisé par rapport à celui-ci. On avait pas les moyens qu'il avait et qu'il utilisait. Au moment où il a acheté "L'Echo", ce relent-là de concurrence n'est pas disparu. Il se servait encore davantage de ses outils pour promouvoir le "Progrès". A l'intérieur des entreprises Brillant, je parle des communications radio, télévision et journal, "L'Echo" est arrivé comme un intrus au moment de son achat. On a été accepté, on a été toléré mais cela a pris du temps avant qu'on entre dans la famille des entreprises. On continuait à favoriser le "Progrès" et malgré cela on était pas mal au même niveau. Je ne me souviens pas même, si on n'avait pas dépassé le "Progrès" au plan du tirage vers 1968-69. On était à la hausse constamment. C'était piquant, c'était intéressant d'essayer de faire un meilleur journal. Lorsqu'il se vend c'est parce qu'il est bon. S'il n'est pas bon, les gens ne l'achètent pas.

1) Cette entrevue a été réalisée par M. Antonio Lechasseur le 26 août 1977 à Québec. Pour conserver l'authenticité de l'entrevue, nous avons jugé bon de transcrire, le plus intégralement possible les paroles de M. Légaré.

**Noëlla Jean-Bouchard  
Jacques et Ghislaine Ouellet**